

L'engagement de l'Ontario à réduire la dette repose sur des hypothèses Improbable

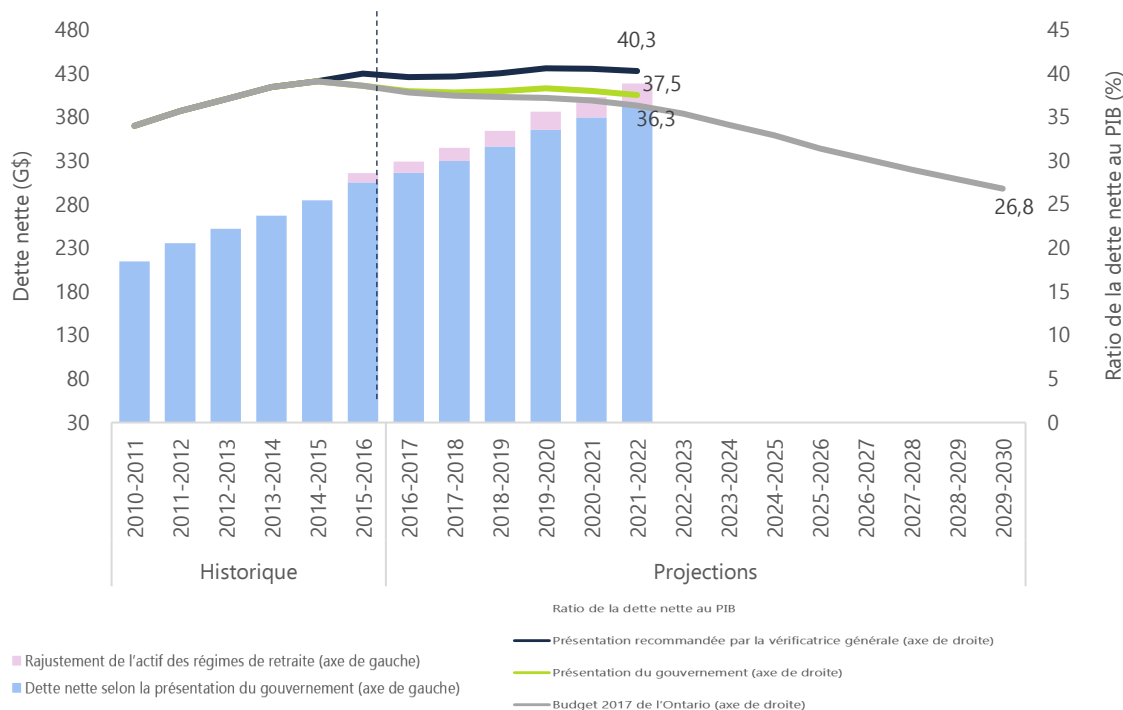
Le BRF prévoit que la dette nette de l'Ontario grossira de 76 G\$ au cours des cinq prochaines années, pour atteindre environ 392 G\$ d'ici 2021-2022, ce qui porterait le ratio de la dette nette au PIB à 40,3 %¹. En comparaison, d'après le budget de 2017 de la province, le ratio baisserait légèrement à 36,3 % d'ici 2021-2022.

Dans son budget de 2017, le gouvernement a aussi réitéré son engagement à réduire le ratio de la dette nette au PIB à 27 %, soit le niveau d'avant la récession. La province prévoit atteindre cette cible de 27 % d'ici 2029-2030 en se basant sur trois hypothèses principales :

- En moyenne, équilibre budgétaire continu au cours des 12 prochaines années²;
- dépenses en immobilisations conformes au plan d'infrastructure à long terme;
- poursuite de la dynamique de forte croissance.

Toutefois, si une de ces hypothèses relativement optimistes ne se réalise pas, le ratio dette-PIB cible de 27 % du gouvernement ne sera pas atteint.

L'atteinte de la cible de dette nette au PIB de 27 % repose sur des hypothèses Improbable



Nota : Présentation recommandée par la vérificatrice générale, selon le rajustement des pensions estimé par le BRF.

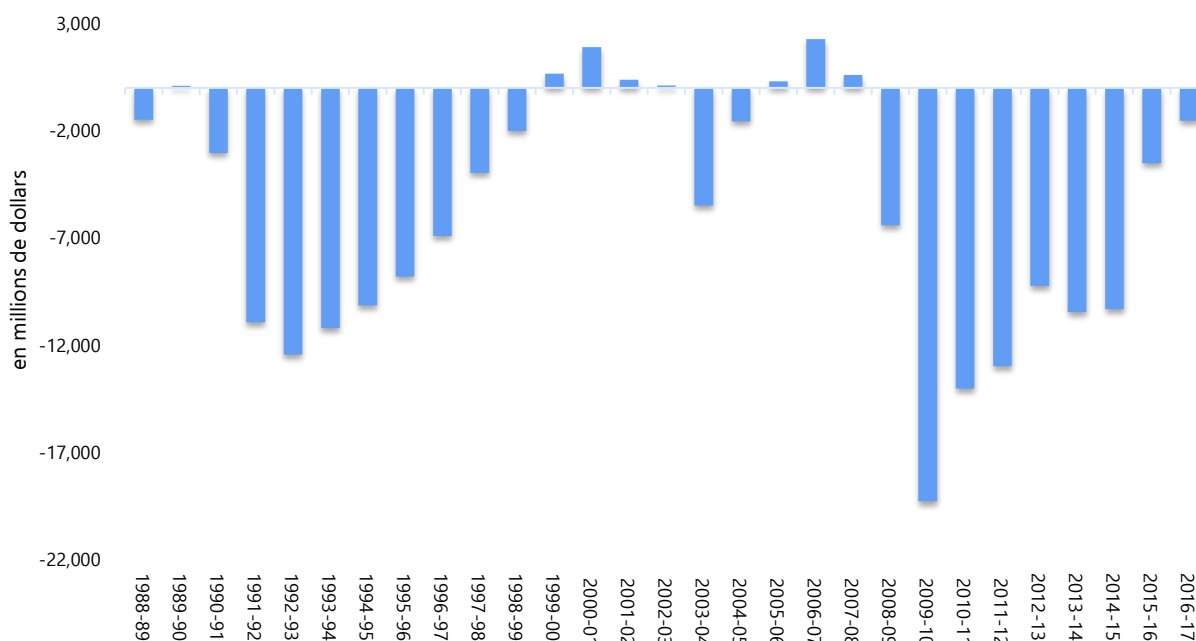
Sources : Budget de 2017 de l'Ontario et Bureau de la responsabilité financière.

¹ Sur la base du traitement de l'actif des régimes recommandé par la vérificatrice Générale – voir le rapport *Perspectives financières et économiques – Printemps 2017* du BRF. En comparaison, selon les projections basées sur la méthode comptable du gouvernement, la dette nette augmenterait de 62 G\$, pour atteindre 365 G\$ d'ici 2021-2022, et le ratio de la dette nette au PIB baisserait légèrement pour s'établir à 37,5 %.

² Cela n'implique pas que la province doit nécessairement atteindre des budgets équilibrés chaque année. Alternativement, il pourrait publier des budgets équilibrés en moyenne, avec des années excédentaires et certaines déficitaires.

Les prévisions du gouvernement quant à la réduction graduelle du ratio de la dette nette au PIB dépendent en grande partie du maintien continu de l'équilibre budgétaire en moyenne pour les 12 prochaines années. Au cours des 30 dernières années, l'Ontario a rarement dégagé des excédents ou maintenu l'équilibre budgétaire sur plusieurs années consécutives. Contrairement au budget de 2017, le BRF continue de s'attendre à une aggravation constante du déficit au cours des 5 prochaines années, en raison d'un ralentissement de la croissance des revenus, combiné à une augmentation des dépenses.

L'Ontario a rarement maintenu l'équilibre budgétaire sur plusieurs années consécutives



Source: Budgets de l'Ontario de 1988-1989 à 2017-2018.

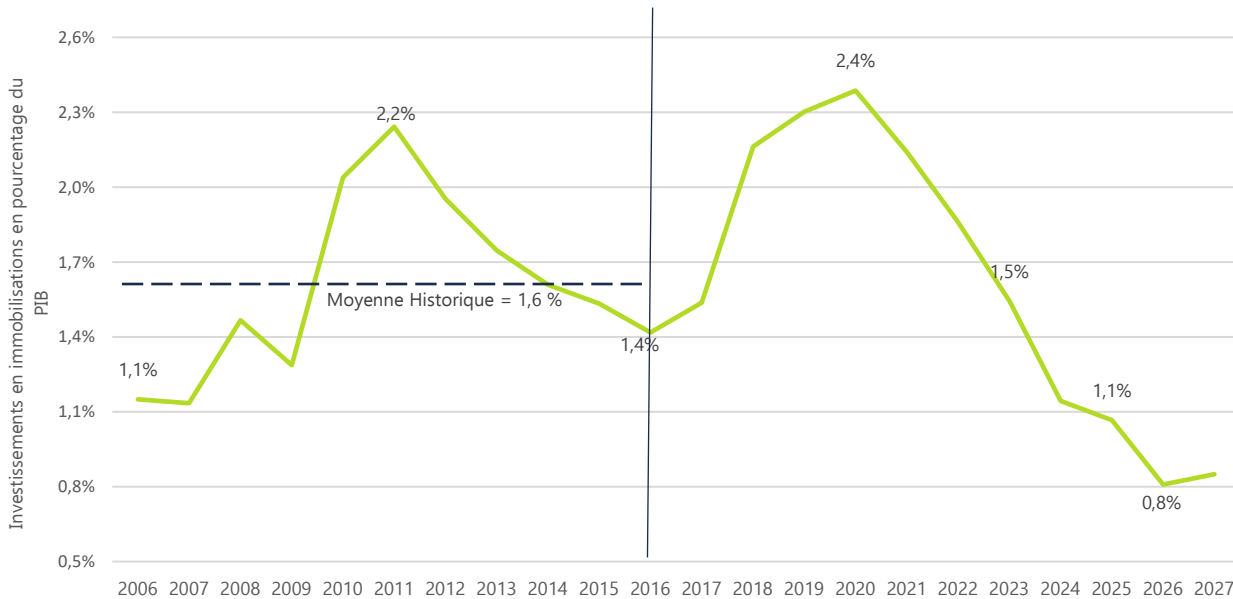
L'engagement du gouvernement à réduire la dette est également lié à son plan d'investissement en infrastructures de 190 G\$ sur 13 ans, qui comprend des réductions marquées des dépenses en immobilisations au cours des années 2020. La province prévoit que, après un sommet de 2,4 % du PIB nominal en 2019-2020, les dépenses en immobilisations baisseront à seulement 0,8 % du PIB d'ici 2027-2028 – soit la moitié de la moyenne historique de 1,6 %.

Comme la province a fait des investissements considérables dans les actifs du secteur public (tels que des hôpitaux) au cours des 10 dernières années, un recul est à prévoir³. Toutefois, vu l'accent mis par le gouvernement sur d'importants nouveaux projets de transport en commun et d'autoroutes, il est probable que la province devra revoir à la hausse son plan d'immobilisations et augmenter les dépenses dans la dernière partie de la prochaine décennie. Des dépenses en immobilisations plus élevées que prévu dans le futur feraient augmenter la dette nette de la province, et donc le ratio de la dette nette au PIB⁴.

³ Voir la liste des grands projets d'Infrastructure Ontario : <http://www.infrastructureontario.ca/Des-grands-projets-fr/> (16 août 2017).

⁴ La projection du gouvernement concernant les dépenses en immobilisations pourrait s'avérer trop prudente en raison d'un certain nombre d'initiatives de dépenses annoncées, mais non provisionnées, comme une ligne de train à grande vitesse et le prolongement du réseau de métro de Toronto.

I L'investissement dans les immobilisations en pourcentage du PIB baissera abruptement au cours des années 2020



Sources: Investissement dans les immobilisations, *Mise à jour 2017 sur l'infrastructure*, ministère de l'Infrastructure, Bureau de la responsabilité financière.

Enfin, la projection du gouvernement concernant le ratio dette-PIB repose sur l'hypothèse d'une croissance moyenne du PIB nominal de 4 % par année à long terme⁵. Toutefois, la croissance moyenne du PIB nominal a été de seulement 3,6 % au cours des 15 dernières années. Qui plus est, compte tenu du vieillissement de la population et du ralentissement attendu de la croissance de la population active, l'hypothèse d'une croissance moyenne de 4 % au cours de la prochaine décennie pourrait bien se révéler trop optimiste.

Étant donné les risques associés aux hypothèses du gouvernement, un plan budgétaire uniquement axé sur l'atteinte de l'équilibre des budgets pourrait ne pas suffire à réduire le ratio de la dette nette au PIB à 27 % d'ici 2029-2030.

Mario Angastiniotis
 Directeur principal
mangastiniotis@fao-on.org

David West
 Économiste en chef
dwest@fao-on.org

Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario
 2, rue Bloor Ouest, bureau 900
 Toronto (Ontario) M4W 3E2

Pour toute demande de la part des médias, communiquer avec Kismet Baun au 416 254-9232 ou à kbaun@fao-on.org.

⁵ *Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario*, ministère des Finances, 2017.